LE SOCIALISME

Le 10 mars 2024

Pour se détendre un instant, si on peut dire, car bientôt s'il ne se passe rien, ils ne seront plus en mesure de distinguer un homme d'une femme, c'est préoccupant :

- Un jeune sur cinq ne reconnaît pas une courgette - 20minutes.fr 7 mars 2024

L'étude réalisée les 20 et 21 février par Harris Interactive auprès de 1.058 Français a montré qu'un jeune sur cinq ne sait pas reconnaître une courgette en photo. Dans l'ensemble de la population, une personne sur dix est dans ce cas. 20minutes.fr 7 mars 2024

Vous me direz que lorsqu'on n'est pas capable de reconnaître un ami d'un ennemi, tout devient possible, le pire surtout.

Ce n'est plus du domaine de la schizophrénie ordinaire, ces psychopathes sont passés en mode folie furieuse prêts à croire leurs propres délires.

En Allemagne, un sexagénaire s'est fait vacciner 217 fois contre le Covid-19 - parismatch.com 06/03/2024

Un cas surprenant, mis en lumière quatre ans après le début de la terrible pandémie. Un Allemand de 62 ans s'est fait vacciner à 217 reprises contre le Covid-19. D'après la revue « *The Lancet* », les doses ont été achetées et administrées en privé sur cet homme en l'espace de 29 mois. Un record.

Malgré cette avalanche étonnante de vaccins, le sexagénaire ne semble avoir gardé aucune séquelle de ce traitement préventif, selon une étude menée par des chercheurs de l'université d'Erlangen-Nuremberg, dans la région bavaroise en Allemagne.

J-C - Si c'était vrai, il aurait dû en crever, alors que s'est-il réellement passé, on va l'apprendre au tout dernier paragraphe de ce récit :

- Au-delà de ces examens médicaux, cet Allemand risque de rencontrer des ennuis judiciaires. Le procureur de la ville de Magdebourg (nord Est de l'Allemagne) a indiqué avoir ouvert une enquête pour fraude après avoir recueilli des preuves de l'achat et l'administration d'au moins 130 doses de vaccin contre le virus chinois. 20minutes.fr 06/03/2024

Leur autre guerre…oubliée. Bon appétit.

Le Soudan au bord de «*la pire crise de la faim au monde*» - arabnews.fr

La guerre qui ravage le Soudan depuis près de onze mois "*pourrait créer la plus grande crise de la faim au monde*" dans un pays qui connaît déjà la plus importante crise de déplacement de population du globe, prévient mercredi le Programme alimentaire mondial (PAM).

Les combats --qui ont fait des milliers de morts et huit millions de déplacés-- "*menacent des millions de vies, la paix et la stabilité de toute une région*", affirme la patronne du PAM Cindy McCain.

"*Il y a 20 ans, le Darfour a connu la plus importante crise de la faim au monde et le monde avait uni ses efforts pour répondre, mais aujourd'hui, les Soudanais sont oubliés*", poursuit-elle.

Au début des années 2000, le dictateur d'alors, Omar el-Béchir, déchu en 2019, avait lancé des miliciens, les Janjawids, pour mener la politique de la terre brûlée au Darfour, vaste région de l'ouest soudanais.

Aujourd'hui, ils sont regroupés au sein des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdane Daglo en guerre depuis le 15 avril 2023 contre l'armée du général Abdel Fattah al-Burhane.

Les bombardements de civils, destruction d'infrastructures, viols, pillages, déplacements forcés et villages incendiés sont devenus le quotidien des 48 millions de Soudanais.

Si ces violences ne cessent pas, "*la guerre au Soudan pourrait créer la plus grande crise de la faim au monde*", assure Mme McCain.

Actuellement, "*moins de 5%*" des Soudanais "*peuvent s'offrir un repas complet*", selon le PAM.

Dans le camp de déplacés de Zamzam, au Darfour, un enfant meurt toutes les deux heures selon Médecins sans frontières (MSF).

Au Soudan du Sud, où 600.000 personnes se sont réfugiées pour fuir la guerre, "*un enfant sur cinq dans les centres de transit à la frontière souffre de malnutrition*", rapporte Mme McCain.

A travers le Soudan, 18 millions de personnes sont en insécurité alimentaire aiguë --dont cinq millions ont atteint le dernier palier avant la famine-- et peuvent à peine être aidées par des humanitaires subissant entraves au déplacement et grave manque de financement, d'après le PAM.

La même version corrigée pour la France par la CFDT : donnez-leur du pain et des jeux… et que la paix sociale règne, amen !

Grève pendant les Jeux olympiques : la CFDT n'a pas « *envie de gâcher la fête* » - LePoint.fr 8 mars 2024

Le syndicat n'a « *aucune envie de gâcher ce moment festif* », a assuré Marylise Léon, secrétaire générale de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), invitée de Télématin sur France 2, ce vendredi 8 mars.

« *Ce n'est pas à l'ordre du jour. Pour la CFDT, nous, on est dans le cadre des négociations. À ce stade, pas de préavis de grève dans les fonctions publiques pour la CFDT* », a-t-elle répondu concernant l'opportunité d'appeler à cesser le travail durant les Jeux.

Selon l'Agence France-Presse (AFP), la prochaine réunion entre l'administration et les syndicats de fonctionnaires pour préparer les Jeux olympiques doit se tenir le mardi 12 mars prochain.

On ne peut plus s'exprimer sans qu'on remette en cause systématiquement nos propos, qu'est-ce que cela signifie ?

On est des cons !

Prenez moi par exemple, avec les 30.000 pages de causeries que j'ai mises en ligne depuis 2008, je ne sais pas de quoi je parle, je suis un connard ou un fabulateur, un sale type. Forcément, je suis issu du milieu ouvrier très pauvre et je suis essentiellement autodidacte. En revanche, on écoutera un intellectuel, un type bardé de diplômes ou occupant une fonction importante, qui a un statut social supérieur, qui a une grande gueule ou un filou qui sait faire preuve d'éloquence, qui manie la com. à la manière d'un algorithme, qui revendique telle ou telle expérience…

Bref, on n'est plus seulement en présence de gens qui seraient sous l'emprise du culte du pouvoir et des élites, leur influence fait de véritables ravages parmi les esprits faibles, vulnérables ou malléables, au point que par mimétisme inconscient la philosophie nihiliste les a gagnés, ce qui les amène à contester toute connaissance qui ne correspondrait pas au discours ou à la propagande officielle, qui à tout bien considérer et avant même d'y avoir réfléchi, serait juste ou au-dessus de tout soupçon, se contentant de la vérité révélée en somme par paresse intellectuelle ou ignorance tout simplement.

Face à ce genre d'attitude particulièrement malsaine et nuisible, nous sommes impuissants à lutter, il faut bien l'admettre, nous qui avons conservé la fâcheuse habitude de nous en remettre strictement aux faits. Nous ne vouons pas un culte aux connaissances acquises, nous considérons qu'elles demeureront valables aussi longtemps qu'elles n'auront pas été réfutées par des faits nouveaux susceptibles de les remettre en cause.

Un esprit scientifique ou normalement constitué considère qu'aucune connaissance n'est définitivement acquise, et qu'en les soumettant à l'épreuve de l'expérimentation on peut vérifier leur véracité à tout moment, autrement dit, on s'autorise à douter de tout sur une base rationnelle au sens matérialiste du terme.

Si les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier s'étaient livrés à cet exercice au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils se seraient peut-être aperçus que leur théorie et leur conception de la lutte de classe ne correspondaient plus à la réalité qu'ils avaient sous les

yeux, ils les auraient corrigés en conséquence et nous n'en serions peut-être pas réduits à cette impuissance qui a conduit bien des militants et travailleurs au désespoir, parfois au suicide.

Cette réflexion qui n'est pas nouvelle chez moi, j'en ai trouvé une nouvelle fois l'illustration ces derniers jours, lorsqu'en fin de journée juste avant d'aller me coucher, j'ai rouvert plusieurs ouvrages datant du XIXe siècle ou du début du XXe, parfois des siècles précédents, en philosophie principalement, et au bout de deux minutes chaque fois je m'arrêtai comme pris par un vertige en proie à une sorte de mal de tête indéfinissable. Ce n'était pas la première fois que je faisais cette expérience, j'ai changé d'ouvrage à plusieurs reprises, et chaque fois au bout de quelques paragraphes je fus pris d'une lassitude inexplicable qui me procura un grand malaise…

J'ai essayé de comprendre ce qui m'arrivait, et j'en vins à me dire que je savais tout cela, que ce discours était décidément trop rudimentaire, obsolète au point de m'indisposer, je ne voyais pas ce que cette lecture pourrait m'apporter de plus que je ne connaissais pas déjà. J'ai cru discerner que c'était sur la formulation que je butais le plus, elle me sembla inaudible. Je fus pris d'une grande confusion, je tentai de me concentrer un maximum en repassant minutieusement dans ma tête tout ce que je venais de ressentir pour essayer de trouver l'origine de ce manque d'intérêt soudain. J'en vins à examiner chacun des sujets abordés pour en arriver à la conclusion qu'il était devenu impossible de nos jours de les traiter de cette manière-là. Je n'étais pas plus avancé. Je fis une pause pendant quelques minutes, le vide dans ma tête, puis je revins à la charge, là j'en arrivai au constat que les critères qui avaient servi autrefois pour analyser les conditions qui prévalaient autrefois n'étaient plus valables de nos jours, parce que la société et le monde avaient depuis connu des bouleversements considérables.

La manière dont les hommes de nos jours vivent, abordent ou interprètent les conditions matérielles et sociales auxquelles ils sont soumis, au-delà du fait que ces conditions ont connu de profondes transformations et qu'on doive en partir pour effectuer notre analyse, ne permet plus d'utiliser la même terminologie ou sémantique, les mêmes tournures d'esprit ou formulations, les mêmes critères de jugement, au point que toute comparaison apparaît immédiatement ridicule ou grotesque… C'est comme si on évoquait les rapports des hommes aux moyens de communication avant et après l'existence des technologies modernes liées à l'électronique sans tenir compte des bouleversements que cela a entraînés dans leur comportement et leurs rapports entre eux, on en arriverait à tenir un discours incompréhensible, et si on tentait d'en tirer des leçons, on serait pris de nausée, c'est justement ce qui m'est arrivé.

Tout cela pour dire que, lorsque je me refuse de m'exprimer à la manière d'un militant du mouvement ouvrier, quand j'aborde la réalité que vivent les travailleurs d'une autre manière, ce n'est pas pour me distinguer ou me donner un genre, je n'ai rien à foutre de ces enfantillages, c'est parce que je me suis remis au marxisme depuis 2001 après une coupure de 20 ans, non plus en tant que jeune travailleur ayant peu d'expérience de la vie en quête d'une idéologie pour structurer ma pensée, mais en tant que travailleur ayant cultivé son esprit critique durant plus de 45 ans aujourd'hui, en ayant intégré dans mon analyse de la société et du monde tout ce que mes anciens dirigeants s'étaient employés à occulter ou à côté desquels ils étaient passés, en notant au passage qu'eux n'avaient pas progressé, puisqu'ils sont toujours embourbés dans les mêmes contradictions qu'autrefois, on a eu l'occasion de s'en

apercevoir pendant 3 ans lors de la dictature sanitaire ou hygiéniste à laquelle ils ont participé, hélas !

Tribune libre de la lutte des classes.

Editorial de La Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

La guerre comme moteur nécessaire de leur économie

Lorsque Macron a évoqué une possible intervention des troupes françaises en Ukraine, ce n'était pas une lubie. De larges secteurs de la classe capitaliste s'orientent désormais sur la guerre comme une nécessité pour sauver leur économie. L'éditorialiste des Échos Jean-Marc Vittori écrit : « *Les combats qui font rage en Ukraine depuis déjà plus de deux ans épuisent les ressources. Ils ont pris des milliers de vies, démoli des villes entières, volatilisé des centaines de milliards d'euros, détruit des chars et des avions, consommé des milliers de tonnes de poudre (…). Il faut donc maintenant produire rapidement et massivement* », notamment « *des avions, des chars, des canons, des munitions* ». Pour cela, « *l'investissement reste essentiel (…), il n'y aura pas de réarmement militaire sans réarmement industriel* ».

Dans *Le Monde*, l'ancien économiste en chef du Fonds monétaire international Olivier Blanchard pose la question des déficits publics alimentés, selon lui, par trois sources : « *Celle liée aux dépenses traditionnelles (allocations chômage, retraites, paiement des fonctionnaires…) ; celle liée à la défense contre la Russie et à la lutte contre le réchauffement climatique ; et enfin, celle liée au soutien de l'activité en cas de ralentissement.* » Sa proposition : « *Clairement, le plan doit être de diminuer les premières, d'augmenter les dépenses liées à la défense…* » Certes, reconnaît Blanchard, « *les Français n'ont pas le sentiment d'être en guerre* », mais ils le sont, « *c'est peut-être une guerre froide, mais c'est une guerre, contre la Russie (...)* ». Rappelant que « *les dépenses militaires de la Russie sont de l'ordre de 6 % du PIB par an* » et que la France « *est à moins de 2 %* », Blanchard conclut : « *Il va falloir faire plus.* »

Le décor est posé. Toute l'activité économique doit se restructurer autour de la guerre. Ce moteur d'entraînement artificiel de l'économie est une aubaine pour la classe capitaliste. Il bénéficie du financement « *obligé* » de l'État, lequel n'hésitera pas pour cela – « *c'est la guerre !* » – à couper dans les dépenses « *improductives* », c'est-à-dire celles qui préservent des vies au lieu de les détruire : la Sécurité sociale, les hôpitaux, les écoles, les services publics.

À ceux qui, « *à gauche* », font mine de s'offusquer des propos de Macron, on rappellera cette vérité : les paroles s'envolent, seuls comptent les actes. Les actes, c'est le vote par les députés « *socialistes* » et « *insoumis* » la semaine dernière au Parlement européen d'un crédit supplémentaire de 50 milliards d'euros à l'Ukraine pour des munitions et des armes.

L'alternative est claire : ou bien l'économie de guerre qui sacrifie les peuples et les conquêtes sociales, ou bien l'économie de paix au service du plus grand nombre. Ou bien un gouvernement capitaliste de guerre et de mort, ou bien un gouvernement des travailleurs et de la démocratie qui rompt avec l'OTAN et œuvre à la paix entre les peuples.

De cela découle une exigence immédiate : pas un sou, pas une arme pour la guerre en Ukraine, pas un sou, pas une arme pour le gouvernement Netanyahou, génocidaire du peuple palestinien !

J-C – Je ne pense pas me compromettre en publiant cet éditorial. Je le précise pour les puristes ! Vous aurez constaté que le dernier paragraphe correspond à ce qui figurait déjà depuis des semaines dans le bandeau de notre blog en haut de la page.

Ceci explique cela ou pourquoi les Bourses flambent…

Le prix de l'obus de 155 mm début 2022, leur prix a quadruplé en passant de 2 000 euros à 8 000 euros (8 489,60 dollars), déclarait fin octobre le chef du comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer. RT 7 mars 2024

Notre ennemi est le capitalisme, ses institutions, tous ses représentants, toutes ses représentations, son idéologie multiforme.

Commentaire que j'ai adressé hier à un blog et qui a été publié.

- Le fascisme est une idéologie politique mise en œuvre par des représentants de l'oligarchie financière pour mater la classe ouvrière et neutraliser le mouvement ouvrier, quand tous les autres moyens légaux ou constitutionnels ont échoué pour leur imposer un programme anti-ouvrier et préserver l'existence du capitalisme en crise...

Autrement dit, le fascisme existera aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas disparu. La disparition du capitalisme n'étant pas à l'ordre du jour en Israël ou ailleurs, donc sous différentes formes il continuera de constituer une menace pour les peuples exploités et opprimés.

Le fascisme sioniste vise à la fois les travailleurs juifs et arabes ou palestiniens (et de fait il est doublement antisémite), de la même manière que le fascisme américain dans sa forme néolibérale vise les travailleurs blancs ou de couleurs, avec une préférence pour les palestiniens et les travailleurs de couleur parce qu'ils représentent la classe ouvrière, l'unique classe indépendante opposée au capitalisme susceptible de se reconnaître dans le socialisme, la seule alternative existante au capitalisme, ils ont donc tout intérêt à s'unir pour le combattre et le renverser...

Démystification sur une base scientifique. Suite de la causerie du 4 mars 2024

Rappel du contexte.

Evolution du climat – Vérités indésirables - Association des climato-réalistes 29 février 2024

Paul Deheuvels (Statisticien, Membre de l'Académie des Sciences, Professeur émérite à Sorbonne Université)

https://www.climato-realistes.fr/evolution-du-climat-verites-indesirables/

J'ai reçu le courriel suivant d'un camarade :

Pour info :

Paul Deheuvels est un statisticien français.

Il a été conseiller auprès de la direction de Total de 1974 à 1994. Soit 20 années !
Mais cela, il omet de le préciser !

Ayant été grassement payé par cette compagnie pétrolière, et continu probablement encore à l'être aujourd'hui, il ne peut que nier le réchauffement climatique, comme dit l'adage : un chien ne mord jamais la main de celui qui le nourri !

Il a été aussi conseiller auprès de la direction de Sanofi de 1978 à 1998.

Paul Deheuvels officie aussi actuellement à raison de 3h par mois, sur Radio-Courtoisie : radio bien connu en France pour être une radio d'extrême droite !!

Pour finir ce dernier est aussi un proche du club de l'horloge une association française, plus précisément « *un cercle de réflexion politique* » d'orientation ultra-libérale, et proche de l'extrême droite.

J'ai bien peur que tu te fourvoie sur le personnage en question.

[Analyse] du discours d'un climato-sceptique : V. Courtillot

Sinon sur Raphaël Glucksmann Voici un article de fond !

Ma réponse :

Merci pour ton message.

J'ai lu sa biographie dans Wikipédia où figure son passage chez Total de 1974 à 1994, chez Sanofi, sa collaboration à Radio-Courtoisie et sa proximité avec le Club de l'horloge.

J'ai envie de te répondre : Et alors, qu'est-ce que cela prouve ? Rien. Quel est le rapport avec le contenu de son article ? Aucun.

Je n'ai pas regardé la vidéo sur Vincent Courtillot, je me suis contenté de parcourir les 2079 commentaires par acquis de conscience, il en ressort qu'on a affaire à un mystificateur, je parle de l'auteur de la vidéo et non de Courtillot.

Quant à Frustration magazine qui est une émanation de la LCR/NPA, j'ai essayé de débattre avec eux, ils se sont défilés. Raphaël Glucksmann est une crapule, tel père tel fils!

Bonne continuation.

Jean-Claude

PS : J'ai relevé les commentaires suivants, le plus digne d'intérêt, à mon avis le seul qui mérite d'être retenu parce qu'il fout par terre toute la théorie sur le CO2 anthropique ou non, c'est que la température augmente 800 ans avant la hausse du CO2, c'est con, mais c'est comme ça !

Il s'agit des commentaires à la suite de la vidéo critiquant les travaux de Vincent Courtillot, quelques-uns d'entre eux, si vous avez la patience et le temps d'ouvrir les 2080 commentaires, les plus intéressants techniquement parlant sont les plus longs que je ne reproduis pas ici pour ne pas allonger davantage cette causerie :

https://www.youtube.com/watch?v=WZb-y_N4ZwY

1- Le gars dit lui-même en préambule qu'il n'y connait rien. Donc… quelle est leur motivation?

2- Du grand n'importe quoi, systématiquement à côté de la plaque. Soit c'est de la mauvaise foi, soit c'est de la bêtise. Soit vous n'avez pas compris ce que dit Mr Courtillot, soit vous êtes malhonnête.

3- Dès le début on se rend compte que vous ne comprenez pas ce qu'explique M. Courtillot ... et donc vous analysez les mauvais éléments alors forcément vous en faites ce que vous en voulez. C'est assez affligeant.

4- Les climato-sceptiques ne regardent pas les vidéos de ce genre. Par contre les climato-ignorants, ou les climato-hésitants, et les climato-convaincus qui discutent avec les 2 autres : oui. Ca fait progresser la connaissance pour ceux qui la recherchent;

Donc moi qui étais "*climato-sceptique*" (au sens premier, c'est à dire, sceptique et pas négationniste) je suis devenu "*croyant*" grâce à votre chaîne, parce que les arguments répondaient à mes questionnements : merci !

5- Merci pour votre vidéo, mais c'est dommage que vous aussi vous exagérez vos arguments juste par pure critique ce qui décrédibilise votre analyse.

Mr Courtillot dit "*Le principal Centre qui fournit à tous les scientifiques du monde ...*" pour moi cela ne veut pas dire ce que vous lui faites dire à la minute 4:17 quand vous dite "*on a pas le droit de dire que le Hadley est le seul centre de recherche qui fournit toutes les données scientifiques...*"

À partir de cette minutes j'ai compris que vous aussi vous avez pris parti dès le début de votre étude ce qui n'est pas très scientifique, donc pas crédible.

6- Allez, votre première et facile manipulation qui commence avant la 5ème minute : Courtillot dit (à 2'26" sur la vidéo) "*le principal centre qui* ...." et vous à 4'15" "*on a pas le droit de dire que le Hadley est le seul centre de...*" Voilà, c'est plié, facilement démasqué...

7- 4 min 18 min de vidéo et on remplace "*principal centre*" par " *le seul centre*", je zappe

8- Aïe... Ça commence mal. Au bout de 4 minutes : "*La science repose sur les faits*". Cette idée dite aussi simplement est naïve. A croire que l'auteur de la vidéo n'a jamais rien lu en épistémologie des sciences...

9- Indépendamment de toute opinion sur ce qui est dit par ce Mr Courtillot, ceci n'est pas une analyse. Cette façon de donner des contre-arguments à des bribes de discours, et de plus de faire glisser progressivement ce qui a été dit vers une autre formulation, ainsi que de ne pas prendre la peine d'aller jusqu'au bout de la conférence me semble friser la malhonnêteté.

10- Dans les gaz à effet de serre, vous oubliez la vapeur d'eau qui assure 95% de l'effet de serre.

11- Comment expliquer que toute les planètes du système solaire ce réchauffe? Activité extra-terrestre ?

12- Comment le CO2 peut-il est la cause principal de l'augmentation des températures alors que la seule étude disponible (carottes de glace VOSTOK) démontre que le CO2 suit l'augmentation des températures (dégazage des océans) de 800 ans. Comment le CO2 peut être la cause s'il vient après ?

« *According to Barnola et al. (1991) and Petit et al. (1999) these measurements indicate that, at the beginning of the deglaciations, the CO2 increase either was in phase or lagged by less than ~1000 years with respect to the Antarctic temperature, whereas it clearly lagged behind the temperature at the onset of the glaciations*.”

http://cdiac.ess-dive.lbl.gov/trends/co2/vostok.html

13- D'ailleurs au sujet du lien entre CO2 et température, en fait, la réalité est exactement le contraire de la thèse du GIEC. Les variations de température précèdent de plusieurs siècles les variations de CO2 au cours de l'histoire. C'est-à-dire que si causalité il y a, c'est la température qui change le CO2 et non l'inverse. La thèse du réchauffement anthropique est une absurdité totale à la base. C'est une imposture intellectuelle sans précédent à mon avis dans l'histoire de la science.

14- Cette vidéo sophistique... C'est incroyable... Y'a vraiment des profanes pour se laisser berner? Juste utiliser des données postérieures à la conférence pour démontrer que la courbe de Courtillot ne respecte pas la tendance... C'est ridicule... On voit parfaitement que sur les données qu'il a, sa courbe respectent quasiment parfaitement ces dernières... Même sur la fin, où on aperçoit une légère baisse... Surtout que tes données postérieurs sont inexactes... Tu utilises également le sophisme de l'homme de paille...

La plupart de tes arguments n'ont aucune pertinence... Soit son hors sujet, soit ne contredisent pas les propos de Courtillot... C'est une technique classique du sophiste, qui accablant le propos d'un autres d'énormément de critiques superficielles, au mieux, ou de critiques hors sujet, au pire, cherche à tromper un auditoire profane... j'invite vivement les personnes ayant regardé cette vidéo, à lire les rapports du GIEC... Ils se rendront compte de la malhonnêteté intellectuelle de cette vidéo...

Ma seconde réponse à ce camarade qui s'adressait aussi aux lecteurs de notre blog :

Les choses simples s'expriment simplement.

Tu juges à partir de critères politiques le contenu d'un article de nature scientifique, rédigé par un scientifique, c'est comme vouloir procéder à une pesée avec un pied à coulisse !

Recourir à un tel procédé pour réfuter des arguments sans jamais les aborder au demeurant relève du délire ou du procès d'intention, au-delà de la diffamation.

Le plus préoccupant, c'est que tu ne t'en rendes pas compte, note bien que tu n'es pas le seul dans ce cas-là, la majorité est en proie à une telle confusion. Pour interpréter la signification d'une telle pratique, il faut en chercher l'origine, hormis l'influence des idées ou de la propagande de la classe dominante, je ne vois pas.

Autre chose.

Les médias mainstream pratiquent l'autocensure, les partis politiques dits de gauche ou d'extrême gauche pratiquent l'autocensure, alors pour trouver les faits qu'ils censurent sans lesquels on ne pourra pas interpréter la situation, on est obligé de s'en remettre à des médias de droite ou liés à l'extrême droite.

Les scientifiques ou chercheurs qui entendent exercer honnêtement leur métier, sont placés exactement dans la même situation ou face au même dilemme pour porter à la connaissance de la population les fruits de leur expérience ou les conclusions de leurs travaux, à moins qu'ils ne se résignent à se taire et ainsi participer à la mystification de la population.

Si maintenant la quasi-totalité des scientifiques sont de droite ou d'extrême droite, c'est avant tout parce que la gauche et l'extrême gauche ont trahi le socialisme.

Concernant plus particulièrement l'extrême gauche, disons la plus fréquentable, elle est embourbée dans des contradictions telles, qu'elle navigue entre opportunisme et dogmatisme forcené ou gauchisme, qui ont de quoi rebuter les esprits les mieux intentionnés et les inciter à ne pas rompre avec le capitalisme et ses représentants, auxquels ils doivent finalement leur statut social privilégié.

Ce n'est pas pour des prunes que Marx se méfiait comme de la peste des intellectuels en général, pour autant, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, il se servira de leurs travaux en n'omettant pas de leur être reconnaissant pour avoir contribué indirectement à l'élaboration de ses idées. Se serait-il compromis pour autant ou aurait-il fait preuve d'opportunisme ? J'ai envie de répondre à la manière de Lénine : il faut savoir l'être quand on juge qu'on ne peut pas

faire autrement, sinon on s'en passera quand on aura estimé au préalable que ce n'était pas indispensable.

Quant à savoir si on peut ou non s'encanailler avec tel ou tel personnage plus ou moins fréquentable, si on doit participer ou non à une coalition de partis, tout dépendra si le jeu en vaut vraiment la chandelle. Dès lors qu'on en connaît les règles qui comportent certaines concessions, on n'est pas censé ignorer les limites à ne pas franchir ou au-delà desquelles on se compromettrait gravement, quand le risque est trop grand ou lorsqu'on n'en maîtrise pas les règles, vaut mieux s'abstenir quitte à paraître sectaire, là je parodie Trotsky, le meilleur de Trotsky.

Maintenant, on doit concevoir que de telles subtilités échapperont au travailleur lambda ou au militant de base, et que les moins avisés les interprèteront comme des duperies ou de la démagogie, dans ce cas-là cela signifierait qu'on aurait mal fait notre travail de pédagogue, quoique ce soit inévitable que certains contestent tout ce qu'on leur présente par esprit de contradiction ou parce qu'ils savent tout avant même d'avoir commencé à réfléchir. Les hommes sont ainsi faits et on doit faire avec, sans leur attribuer systématiquement de mauvaises intentions.

S'ils recourent à des méthodes ou des arguments malhonnêtes pour imposer leurs idées ou nuire à notre cause, soit on les évite quand ils n'en valent pas la peine, de nos jours avec les réseaux dits sociaux, ils ont donné la parole à une multitude d'individus insignifiants ou de cinglés, soit on les combat pied à pied en dévoilant l'idéologie qui leur servait à camoufler leurs mauvaises intentions. Généralement, quand ils s'aperçoivent qu'ils doivent affronter quelqu'un qui maitrise son sujet, qui pose des questions très précises et exigent des réponses du même ordre, et qui plus est, manie l'art de la polémique avec dextérité, ils refusent la discussion, car ils auraient trop à perdre en acceptant cette confrontation, ils savent qu'ils risqueraient de se démasquer, alors ils préfèrent se réfugier dans la calomnie ou la diffamation, ils le méprisent ou l'ignorent.

Cela s'adresse à tous les lecteurs, un conseil d'ami, exigez impérativement que vos arguments soient pris en compte ou examinés sérieusement par la personne qui discute avec vous, refusez systématiquement toute tergiversation, jugez ses arguments sur pièces, tenez-vous-en prioritairement aux faits, et ne vous laissez pas embobiner par des interprétations qui reposeraient sur des théories, en guise de justification, elles valent que dal !
Ce qui est important dans ce genre de rapports, cela vaut dans la vie en général, c'est de déterminer de quelle manière ils sont construits, en gros, c'est un peu comme lorsque quelqu'un affirme quelque chose ; La personne doit impérativement le démontrer, et mettre à votre disposition les instruments qui vous permettront de le démontrer à votre tour, afin que vous puissiez vérifier qu'elle n'avait pas commis d'erreurs ou qu'elle n'était pas en train d'essayer de vous berner.

Voyez-vous, c'est ainsi que la connaissance et la conscience progresse, parce que ce procédé concourt à mettre en évidence la part d'inconscience qui existe dans toute expérience humaine et que nous ignorons. À chacun ensuite de voir s'il a vraiment envie ou non de progresser. Personnellement, j'estime que c'est ce qui donne un sens à l'existence, parce que cela permet de côtoyer le meilleur des hommes, or c'est justement ce dont a besoin l'humanité pour s'émanciper du joug de l'exploitation et de l'oppression.

Dorénavant en France comme aux Etats-Unis, ils règnent un climat de terreur dans la société dû à l'adoption de lois toujours plus liberticides au cours des dernières décennies.

N'importe qui peut désormais porter plainte contre n'importe qui, y compris son conjoint ou ses parents, sur des faits présumés s'étant déroulés des décennies en arrière, plus personne n'est à l'abris d'accusations fabriquées, il suffit d'une simple déclaration pour que la justice la prenne au sérieux ou s'en saisisse et réclame des comptes à la personne mise en cause, qui dès lors se retrouve sous la menace de poursuites judiciaires et d'une condamnation avant même d'avoir été entendue.

Pire, lorsque cette plainte a fait l'objet d'une publicité médiatique ou a été rendue publique par le biais des réseaux dits sociaux qui prennent systématiquement le parti de l'accusateur à la manière de justiciers, cette procédure est utilisée pour faire pression sur les magistrats afin qu'ils établissent le recevabilité de cette plainte sans se poser la moindre question, notamment celle de se demander si elle n'aurait pas pour origine des intentions malveillantes destinées uniquement à nuire aux intérêts où à l'intégrité d'une personne, qu'ils appliquent la loi aveuglément ou avec zèle sans se soucier de violer au passage implicitement le principe de la présomption d'innocence.

Dans le cas d'un personnage public ou d'un acteur politique, il sera systématiquement sali, stigmatisé, condamné, lynché, avant même qu'il ait eu le temps de s'exprimer.

J'ai toujours accueilli avec un certain effroi la mauvaise foi dont certains membres de ma famille avaient fait preuve à mon égard, en m'attribuant des propos que je n'avais jamais tenus ou des actes que je n'avais jamais commis, même minimes ou insignifiants, ridicules ou grotesques, parce que je n'aurais jamais imaginé qu'ils en arriveraient un jour à recourir contre moi à ce procédé infâme, pas eux car on se connaît trop bien ou tout du moins c'est ce que je croyais, sinon cela signifiait qu'il n'y a vraiment aucune limite à la diffamation, à la malhonnêteté intellectuelle ou à l'imposture, et malheureusement il faut se rendre à l'évidence que c'est le cas.

J'eus des parents très autoritaires qui me tapèrent quasi quotidiennement lors de mon enfance, et qui me menacèrent de me faire enfermer dans un pensionnat, une maison de correction, dans un asile psychiatrique, de me jeter à la rue dès ma majorité, parce que je ne leur obéissais pas au doigt et à l'œil ou plutôt parce qu'ils ne supportaient pas leurs conditions d'existence misérables. Un geste, un mot, un regard suffisait et ça tombait, je ne me sentais pas seulement surveillé en permanence, j'étais harcelé, une vraie angoisse ou torture au quotidien. Pour la petite histoire, fin 92 au retour de mon premier séjour en Inde, je vins habiter chez eux provisoirement, le temps d'avoir quelques feuilles de paie et de trouver un appart, peu de temps après on s'engueula un soir et ils me fouturent à la porte, je me retrouvai dans la bagnole de mon boulot avec mes valises. Alors l'injustice, je sais ce que c'est, et depuis j'en ai horreur par-dessus tout, d'où peut-être aussi mon engagement politique pour le socialisme.

Quand on évoque la mauvaise foi, on pense forcément au déni de la réalité qui sert de référence aux récits frauduleux qu'on nous livre quotidiennement ou à camoufler les véritables intentions de leurs auteurs qui sont évidemment inavouables.

On pense également à tous ces gens qui s'octroient le droit de juger les faits et gestes de n'importe qui, au lieu de se pencher sur les conditions qui sont à l'origine de leurs idées ou comportements, apparemment c'est devenu une détestable habitude très répandue en France, et ailleurs.

Ici en Inde, tout le monde surveille tout le monde, déblatère sur tout le monde, c'est un pays encore largement rural et arriéré, donc c'est normal, c'est la norme.

Dans le droit bourgeois, ce sont les actes commis par une personne qui sont jugés, et non les conditions qui en sont à l'origine, sinon il faudrait faire le procès du régime capitaliste, ce qui est inconcevable. Qu'une personne ait conscience ou non de ses actes ne changent pas grand-chose partant de là, hormis que celle qui n'en a pas conscience est peut-être récupérable, ce qui sera plus difficile dans le cas d'une personne qui en a conscience, car elle assume ou revendique son acte, elle le justifie à sa manière et elle n'est pas prête de changer d'interprétation, parce qu'il lui faudrait admettre qu'elle s'est fourvoyé, elle préfèrera s'enfoncer dans son déni quitte à récidiver.

C'est d'ailleurs au même processus auquel nous avons affaire lors de discussions politiques, quand on est confronté à une personne qui est sure d'avoir raison et qui n'en démordra pas, qui refusera d'examiner vos arguments par crainte qu'ils remettent en cause son interprétation ou la réfute. Elle préfèrera faire preuve de mauvaise foi ou se réfugier dans la le mensonge, l'hypocrisie, plutôt que vous donner raison ou passer pour une ignorante. Elle a tendance à s'identifier à ses idées, c'est en quelque sorte sa seconde identité ou personnalité, alors la modifier contre son grès, lui ôter ou l'abandonner sera vécu comme une agression, une frustration ou une amputation intolérable sur le plan intellectuel et psychologique, son amour propre bien mal placé ne le supporterait pas.

Un fait donne lieu à toute sorte d'interprétations parce qu'on fait abstraction d'une partie de la réalité sans en avoir conscience, laissons de côté ici les interprétations fabriquées intentionnellement. Admettons qu'on ait recueilli un maximum d'information sur un évènement, que rien ne nous ait échappé, cela ne change rien à ce qui a été dit précédemment, parce que ce sont les conditions dans lesquelles nous l'abordons qui vont déterminer l'interprétation qu'on en fera, or c'est la dernière chose qui nous viendra à l'esprit, et pour cause, la plupart des gens les ignorent, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui ! La logique est implacable quand elle n'est pas corrompue.

Voici les quelques articles que j'ai parcourus ce matin et qui m'ont inspiré cette causerie :

- L'ex-compagne de Julien Bayou annonce avoir porté plainte contre lui pour "*harcèlement moral*" - francebleu.fr 5 mars 2024

https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/l-ex-compagne-de-julien-bayou-annonce-avoir-porte-plainte-contre-lui-pour-harcelement-moral-6046853#xtor=RSS-147

- La députée LFI Ersilia Soudais porte plainte pour viol contre son conjoint, ce dernier placé en garde à vue - AFP/BFMTV 5 mars 2024

https://www.bfmtv.com/police-justice/la-deputee-lfi-ersilia-soudais-porte-plainte-pour-viol-contre-son-conjoint-ce-dernier-place-en-garde-a-vue_AD-202403050973.html

- Roman Polanski: au procès pour diffamation du réalisateur, Charlotte Lewis réitère ses accusations de viol - BFMTV 6 mars 2024

https://fr.news.yahoo.com/roman-polanski-au-proc%C3%A8s-diffamation-225820185.html

Je ne peux me retenir de reproduire ce passage savoureux, quel délire, quelle instrumentalisation ou mystification !

- "*On va dîner, on est rentré à l'appartement, Karen est allée se coucher et m'a laissée seule avec Roman. Et c'est là qu'il m'a violée*", relate Charlotte Lewis.

"*Pourquoi*" alors tourner dans son film "*Pirates*", faire la promotion du film, "*pourquoi vous ne le dénoncez pas?*", lui demande son avocat Benjamin Chouai.

"*Je ne savais pas que ce qui m'était arrivée était du viol*", répond Charlotte Lewis. "*Il n'était pas horrible, il ne m'a pas battue... et on a commencé à travailler ensemble. Je le respectais, il était gentil avec moi*", poursuit-elle.

Mais l'objet de cette audience n'est pas de savoir si Roman Polanski a violé ou non Charlotte Lewis, ni quel crédit accorder à l'article du tabloïd, rappelle la procureure dans ses réquisitions. "*La question est de savoir si Roman Polanski a fait, ou non, un usage abusif de sa liberté d'expression*", dit celle qui "*émet des doutes*" sur la réalité de la diffamation et ne réclame pas de condamnation.

Dans l'article de Paris Match visé (datant de 2019), Roman Polanski avait qualifié d'"*odieux mensonge*" la version de Charlotte Lewis et souligné les "*contradictions*" entre les accusations de l'actrice et les propos de cette dernière dans le tabloïd britannique.

Un "*accusé jeté en pâture sur la place publique a encore le droit de se défendre*", s'insurge Me Delphine Meillet, l'une des avocates de Polanski.

Dans "*le contexte étouffant de #Metoo*", le mouvement de la libération de la parole des femmes, "*le témoignage public a valeur de preuve, qui a valeur de vérité*", regrette-t-elle.

"*Qui a accusé qui ? et de la pire des choses qui soit...", renchérit son confrère Alain Jakubowicz, dénonçant un "procès absurde*". BFMTV 6 mars 2024

Avortement de la démocratie dans les chiottes du Parlement de la Ve République.

Nous sommes évidemment favorables à la liberté d'accéder à l'IVG pour toutes les femmes et jeunes filles sans condition, d'ailleurs cette pratique est déjà entrée dans les mœurs. Il ne reste plus que les vieux et les jeunes vieux réactionnaires endurcies et ultra minoritaires pour encore s'y opposer, son inscription dans la Constitution ne s'imposait donc pas, sauf à vouloir faire croire que la Constitution de la Ve République serait aussi éternelle que le capitalisme, ce que les parlementaires du PCF au RN croient, ce qui n'étonnera personne.

Nous n'aurions pas participé à cette mascarade pour la raison évoquée précédemment, mais pas seulement, aussi parce que ce vote est une supercherie. Pourquoi ? Souvenez-vous, tous ces pantins furent un jour favorable à la colonisation, racistes, xénophobes, social-patriotes, et un beau jour ils devinrent tous soudainement contre sans que finalement que la colonisation cesse, que le racisme cesse, que la xénophobie cesse, que le social-impérialisme cesse, nous en sommes tous témoins quotidiennement à travers leurs déclarations, analyses, positions, vous ne voudriez tout de même pas qu'on leur ressemble, n'est-ce pas ?

En famille leur humanisme est la politesse des salauds... Sont-ils aussi bien intentionnés que cela envers les femmes, vérifions-le tout de suite.

- Depuis les années 1970, en France métropolitaine, le nombre de ces établissements ne fait que chuter. Près de 33% des maternités ont fermé en 20 ans, entre 2001 et 2021. En près de 50 ans, depuis 1972, trois quarts de ces établissements ont même disparu.

Un rapport remis en février dernier à l'Académie de médecine préconise d'ailleurs la fermeture d'une centaine d'autres petites maternités, plus exactement celles qui assurent moins de 1 000 accouchements par an. francetvinfo.fr 11 novembre 2023

- Une récente étude statistique révèle que plus de 167 000 Françaises vivent à plus de 45 minutes de voiture de la maternité la plus proche. publicsenat.fr 2 mars 2023

- Le Planning familial estime que, depuis quinze ans, 130 centres d'IVG ont fermé leurs portes. Le Monde a, de son côté, dénombré la fermeture de 45 établissements hospitaliers pratiquant l'IVG entre 2007 et 2017. Les centres d'orthogénie étant principalement adossés aux maternités des hôpitaux publics, la dynamique de restructurations hospitalières et de spécialisation des maternités (entre 1996 et 2019, le nombre de maternités en France est passé de 814 à 461, selon la Drees) a mécaniquement provoqué une baisse des centres d'IVG dans les hôpitaux publics. lemonde.fr 28 février 2024

Le Congrès, réuni à Versailles, a voté pour l'inscription dans la Constitution du « *droit garanti* » de recourir à l'avortement.

Le scrutin a été sans appel. Avec 780 voix pour et 72 contre, l'introduction dans la Constitution de "*la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse*" (IVG) a été adoptée lundi 4 mars, par le Parlement réuni en Congrès à Versailles. Cette révision a été votée à une majorité écrasante : 92% des suffrages exprimés, soit un score largement supérieur aux 60% requis pour l'adoption du texte.

La fin de la proclamation des résultats ayant été noyée sous les vivats. Jusqu'à la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet qui, debout, applaudit longuement. Puis monte de la même tribune l'hymne féministe des années 70, entonné avec des députées LFI notamment.

Emmanuel Macron

A Versailles, l'ombre de Louis XIV planait au-dessus de sa tête !

- « *Fierté française, message universel* »

Gabriel Attal

Il se voit déjà rentrer dans « *l'histoire* » !

- « *C'est une étape fondamentale, une étape qui restera dans l'histoire* »

Pensant à ces milliers de femmes palestiniennes massacrées par le régime nazi qu'il soutient :

- « *Nous avons une dette morale envers toutes ces femmes qui ont souffert dans leur chair comme dans leur esprit, parfois jusqu'à y perdre la vie*»

Le ministre de la Fonction publique Stanislas Guérini (Renaissance)

Alors qu'on croule sous les lois liberticides.

- « *La France a toujours été de ces combats des libertés* »

La ministre Aurore Bergé (Renaissance)

- « *Le mot est souvent galvaudé, mais pour l'occasion, dire que c'est historique a un sens* »

L'ancien ministre de l'Agriculture Stéphane Travert (Renaissance)

- « *C'est une victoire collective* »

Laurence Rossignol (PS)

Privé de dignité, la fierté est ce qui reste quand on se prostitue.

- « *Quelle victoire, quel bonheur, quelle fierté* »

On se disait bien que le camarade Macron aussi était de gauche !

Ian Brossat (PCF)

- « *Pour une fois qu'on a un vote très large sur un sujet positif, on ne va pas bouder son plaisir* », « *une bataille idéologique remportée par la gauche* ».

Les sentiments des imposteurs sont toujours avariés et leur victoire frelatée.

La France Insoumise, Clémentine Autain

- « *C'est un grand sentiment de victoire, pour les femmes, pour notre mouvement de libération des femmes.* ».

La sénatrice écologiste Mélanie Vogel

- Un « *raz-de-marée* » « *C'est un sentiment indescriptible que je n'ai jamais vécu. On a gagné !* »

Source : AFP et divers médias.

Quand on a vendu son âme au diable, c'est normal que le corps y passe aussi un jour ou l'autre.

J-C - Légitimer les institutions réactionnaires de la Ve République a un prix, qu'est-ce qu'elles croient ? « *D'un côté on avance, de l'autre on recule* », mais il en va de même dans tous les domaines, d'où la nécessité d'en finir avec le capitalisme pour cesser de reculer, c'est logique, non ? Au lieu de "*s'épuiser*" pour rien dans des associations, elles feraient mieux de rejoindre l'avant-garde du mouvement ouvrier même si elle n'est pas parfaite...

Amputé de 10 %, le budget alloué à la lutte pour l'égalité femmes-hommes inquiète les associations - Publicsenat.fr 7 mars 2024

La France est le premier pays au monde à inscrire l'IVG dans la Constitution.

Alors que ce vote démontre l'attachement de la France aux droits des femmes, la baisse du budget de l'État dédié à l'égalité suscite l'incompréhension des associations.

Sur les 10 milliards d'euros d'économies annoncés par Bruno Le Maire, 7 millions seront supportés par la mission « *égalité femmes-hommes* » du budget 2024. À côté des plus de 2 milliards d'euros d'économies demandés au secteur de l'écologie, l'effort peut sembler dérisoire. Mais cette coupe budgétaire représente tout de même une diminution de 10 % du budget de 77 millions d'euros, voté en décembre.

« *C'est bien joli d'inscrire l'IVG dans la Constitution, mais derrière que fait-on ? Si nous ne mettons pas les moyens, toutes ces propositions resteront des vœux pieux* », regrette la porte-parole de la Fondation des Femmes. « *D'un côté on avance, de l'autre on recule, c'est épuisant pour les personnes qui s'investissent dans les associations* », ajoute Mine Günbay, directrice générale de Solidarité Femmes, qui coordonne un réseau de 80 associations et gère le numéro d'écoute 3919. Publicsenat.fr 7 mars 2024

Mensonge d'Etat partagé en famille au Parlement. Non, la France n'a pas été le premier pays à inscrire le droit à l'avortement dans sa Constitution.

Dans sa Constitution de 1974, le régime yougoslave avait instauré "*un droit humain de décider librement de la naissance de ses enfants*". C'est plus large que ce qui est prévu en France et moins net aussi. Cette disposition a survécu à l'éclatement de la Yougoslavie et a persisté dans les Constitutions des pays concernés.

À Cuba, l'avortement est également protégé de manière indirecte car les "*droits sexuels et reproductifs des femmes*" y sont garantis par la Constitution. En Afrique, plusieurs pays font référence à l'avortement de manière explicite dans leur Constitution, mais uniquement pour y donner droit dans des "*circonstances particulières*". francetvinfo.fr 4 mars 2024

Pour les despotes mystificateurs, l'imposture n'a pas d'odeur.

Ce qu'ils font à propos du sexe en général, ils le firent avec l'alcool et la drogue sans que personne ne semble s'en apercevoir ou sans comprendre pourquoi. Sachant qu'ils sont malintentionnés dans tous les cas de figure, ils l'instrumentalisent à des fins politiques selon une stratégie bien arrêtée, qui consiste à introduire un élément à usage incontrôlé au sein d'une population arriérée ou inconsciente, de manière à lui pourrir la vie en favorisant l'éclosion de rapports conflictuels aux conséquences imprévisibles et nuisibles, tragiques assez souvent.

Pourquoi ont-ils légalisé la PMA et la GMA au détriment de l'adoption des orphelins ? Pourquoi passent-ils leur temps à dresser les femmes contre les hommes, au point qu'il n'y a jamais eu autant d'hommes et de femmes en proie à la solitude ? Pourquoi encouragent-ils tant le libertinage, sinon qu'il a entraîné un nombre record d'avortements en 2022 depuis 30 ans, 234 000 ?

Ne trouvez-vous pas étrange que dans une société soi-disant évoluée, il y a de plus en plus une dichotomie entre les rapports sexuels et les rapports affectifs, au point que les premiers sont favorisés au détriment des seconds sans pour autant procurer une satisfaction pérenne à qui que ce soit, alors qu'on aurait pu croire, que la combinaison des deux garantirait un épanouissement sexuel et affectif qui contribuerait à la stabilité du couple, on assiste à l'effet inverse, tous les rapports ont tendance à se distendre et à devenir jetables au fur et à mesure que les partenaires sexuels sont interchangeables, occasionnels ou multiples ?

La dégénérescence du capitalisme, qui le conduit à renouer avec la pire barbarie, se traduit par la déchéance de la société et de tous les rapports sociaux que les hommes et les femmes avaient tissés au cours des deux derniers millénaires, au point d'être ravalés au rang d'animaux sauvages sans foi ni loi, sans principe ou valeur, favorisés par l'individualisme forcené et la philosophie nihiliste qui prévalent au sein de la classe dominante ou qu'elle revendique au nom de la liberté et de la démocratie, à défaut de pouvoir justifier cette dérive de la civilisation humaine.

La situation telle qu'elle existe avec ses multiples contradictions, engendre toutes sortes de comportements, dont les conséquences d'ordres divers échappent en grande partie à la conscience de leurs auteurs, de la même manière qu'ils ignorent les conditions qui sont à l'origine des pulsions sexuelles auxquelles ils seront confrontés, et comment ils vont pouvoir satisfaire leurs besoins affectifs, de sorte que les options qu'ils adopteront seront dictées davantage sous l'influence de l'idéologie dominante qui a multiplié les tentations nuisibles à leur portée, plutôt que le produit d'un libre choix en toute conscience, du coup le résultat sera chaotique ou à l'arrivée ils seront forcément frustrés, insatisfaits, malheureux.

C'est logique, vous ne voudriez tout de même pas que le capitalisme fasse votre bonheur, une cruelle illusion.

Leur objectif est d'atomiser au maximum tous les membres de la société, d'anéantir toute sorte de représentation sociale à caractère collectif, de pourrir tous les rapports que peuvent avoir entre eux les hommes et les femmes, afin qu'ils se détestent tous à titre individuel, car une fois parvenus à ce stade ultime de dégoût de soi-même, ils n'ont plus aucune raison de respecter quoi ou qui que ce soit, ils sont prêts à tout justifier, à tout assumer, ils doivent persévérer

dans cette voie pour en tirer un semblant de satisfaction, qui apaisera momentanément leur angoisse de l'existence ou le profond refoulement sur l'emprise duquel ils agissent.

Tout cela les idéologues du régime le connaissent par cœur. Quand ils décident de constitutionaliser le droit à l'avortement, ce n'est pas parce qu'ils seraient animés de bonnes intentions envers les femmes, c'est uniquement pour graver dans le marbre les rapports qui en sont à l'origine, qui sont le produit de la déliquescence des rapports entre les hommes et les femmes, c'est cela qu'ils célèbrent aujourd'hui et rien d'autres, peut-être sur fond d'eugénisme, je n'en sais rien, c'est possible également, puisque la fertilité est au plus bas et la stérilité au plus haut en France, ainsi que la mortalité infantile.

Quand ils en eurent besoin, ils firent la promotion du mariage et de la famille nombreuses, et ils condamnèrent le divorce et ils criminalisèrent l'avortement et les rapports sexuels hors mariage, les enfant nés hors mariage étaient considérés comme des bâtards, puis vint la période où ils encouragèrent les couples à divorcer, les femmes à avoir des enfants hors mariage, en cas de divorce le législateur accorda systématiquement la garde des enfants aux femmes, par la suite l'avortement fut toléré pour devenir un acte aussi anodin que se soulager, et au final être normalisé et même encouragé. Entre temps, ils firent la promotion des préservatifs et mirent sur le marché la pilule, puis la pilule du lendemain ou avortive, ils firent mieux qu'encourager leur usage, ils les rendirent accessibles dans des distributeurs et ils les distribuèrent gratuitement, de sorte que copuler en toute sécurité avec le ou la première venue ou dès que l'occasion se présenterait devenait possible. Où voulaient-ils en venir ?

Avant, cela commença par la légalisation de la prostitution, de la rue aux bars ou cabarets à putes, puis est venue celle de la pornographie dans des revues style le Crazy Horse et des magazines, après on eut le droit à la libéralisation des scènes à caractère sexuel au cinéma, dans la foulée ils firent la promotion du libertinage (clubs échangistes, escortes girls) qui fut suivie par celle de l'homosexualité, de la bisexualité, pour finir par la propagande en faveur de la transsexualité, tandis qu'ils couvraient soigneusement le développement de la pédophilie et toute sorte de perversités sexuelles, bref, leur société était devenu un véritable bordel à l'image du capitaliste dérégulé ou néolibéral.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'IVG, la contraception, le divorce, ou de condamner la prostitution ou l'homosexualité, il s'agit de comprendre pourquoi ils les ont adoptés après les avoir condamnés, quels profits ils espéraient en tirer au détriment de la population...

Ils n'interdisent ou ils n'autorisent jamais rien gratuitement, c'est avant tout politique. Refusez de s'engager politiquement revient à leur laisser le champ libre...

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Unrwa : ‘’Il n’existe aucune preuve tangible sur des liens présumés entre 12 de nos employés et le Hamas’’ - aa.com.tr 5 mars 2024

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa) a déclaré qu'il n'avait pas encore reçu de ‘’*preuves tangibles*’’ confirmant des allégations

israéliennes sur des liens présumés entre 12 de ses employés et le mouvement de résistance islamique Hamas.

C'est ce qui ressort des déclarations du patron de l'Unrwa, Philippe Lazzarini, mardi à la presse, à l'issue de son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Viols de masse le 7 octobre : le Hamas dément - europalestine.com 5 mars 2024

« N*ous rejetons et condamnons fermement le rapport publié par la responsable de l'ONU Pramila Patten concernant les allégations de* « viols et violences sexuelles » *commis par des combattants de la résistance palestinienne lors des événements du 7 octobre* », écrit le Hamas

« *Ce rapport, affirme-t-on de même source, a été publié après l'échec des tentatives israéliennes visant à prouver ces fausses accusations, qui se sont révélées sans fondement, visant uniquement à diaboliser la résistance palestinienne et à dissimuler le rapport des rapporteurs de l'ONU sur les preuves irréfutables des horribles violations des droits humains subies par les femmes et les filles palestiniennes de la part des forces d'occupation israéliennes.*

» Le rapport de Mme Patten ne documente d'ailleurs aucun témoignage de ce qu'elle appelle les victimes de ces incidents. Au lieu de cela, elle s'est appuyée sur les institutions israéliennes, les soldats et les témoins sélectionnés par les autorités israéliennes en faveur de ces accusations, qui ont été réfutées par toutes les enquêtes et rapports internationaux.

» Les allégations de Mme Patten contredisent clairement les témoignages de femmes israéliennes sur le traitement décent de la part des combattants de la résistance, ainsi que les témoignages de prisonnières israéliennes libérées qui ont confirmé le traitement décent qu'elles ont reçu pendant leur captivité à Gaza », conclut le communiqué.

Guerre Israël-Hamas : l'ONU annonce que les colonies israéliennes relèvent du « *crime de guerre* » - leJDD 8 mars 2024

Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a dénoncé devant le Conseil des droits de l'homme, ce vendredi 8 mars, l'établissement et l'expansion des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. Selon lui, cela relève du « *crime de guerre* » et « *risque d'éliminer toute possibilité pratique d'établir un État palestinien viable* », d'après les informations de France 24.

Le Haut-Commissaire a fustigé le « *transfert par Israël de sa propre population civile vers les territoires qu'il occupe* ». leJDD 8 mars 2024

Rapport : Secrètement… Washington a conclu environ 100 contrats d'armes avec « Israël » depuis le 7 octobre - french.almanar.com.lb 6 mars 2024

Le Washington Post a rapporté que *« les États-Unis ont secrètement approuvé et conclu plus de 100 ventes militaires distinctes avec Israël depuis le début de la guerre à Gaza le 7 octobre*».

Le journal a expliqué que « *ce nombre signifie des milliers de munitions à guidage de précision, de bombes de petit diamètre, de bombes anti-bunker, d'armes légères et d'autres aides mortelles* », selon des membres du Congrès lors d'un briefing secret tenu récemment.

« *Ce chiffre, qui n'avait pas été publié auparavant, est la preuve de la large implication de Washington dans le conflit qui dure depuis cinq mois dans la bande de Gaza* », selon le journal.

Le journal a affirmé que « seules deux ventes militaires étrangères approuvées à Israël ont été annoncées depuis le début du conflit, à savoir des munitions pour chars d'une valeur de 106 millions de dollars et 147,5 millions de dollars de composants nécessaires à la fabrication d'obus de 155 mm ».

Un sondage réalisé par YouGov, sous la supérvision du Centre de recherche économique et politique (CEPR), a montré que « *52 % des Américains sont d'accord sur le fait que le gouvernement américain doit arrêter les livraisons d'armes à Israël afin de mettre un terme à ses attaques contre la bande de Gaza* ».

Plus tôt, le réseau américain NBC avait cité des responsables américains disant que « *Biden a tenté d'intensifier sa pression sur Israël pour qu'il apporte davantage d'aide à la bande de Gaza et réduise la gravité des attaques militaires, mais il n'est pas parvenu d'interrompre les expéditions d'armes vers ce pays*. » french.almanar.com.lb 6 mars 2024

L'ONU appelle à «*inonder*» d'aide la bande de Gaza alors qu'une quinzaine d'enfants sont morts de faim - AFP/ RT 5 mars 2024

L'Organisation des Nations unies a exhorté le monde ce 5 mars à «*inonder*» Gaza avec de l'aide pour sauver les enfants mourant de faim, après s'être rendue dans deux hôpitaux pour la première fois depuis le début de la guerre en octobre.

Médias israéliens : démissions massives de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée - french.almanar.com.lb 4 mars 2024

La 14ème chaîne israélienne a rapporté que de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée d'occupation ont présenté leur démission, dont à leur tête le numéro deux de l'équipe du porte-parole militaire de l'armée, Daniel Hagari.

Elle a également fait état du départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires du Département de l'information sous la direction de Hagari.

Et de souligner : «*ces démissions reflètent l'état de confusion au sein de l'agence elle-même et résultent de la protestation des officiers contre la conduite opérationnelle et personnelle en cours* ».

Parmi les retraités figurent également les colonels Shlomit Miller Botbol et Moran Katz, ainsi que le lieutenant Richard Hecht, porte-parole de l'armée israélienne pour les affaires médiatiques étrangères.

Avant la nomination de Hagari au poste de porte-parole de l'Armée, ce dernier était chargé de l'unité Shayetet 13. Il a également travaillé comme assistant de l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot, en plus de son travail avec l'équipe du ministre Benny Gantz, a fait savoir la 14ème chaîne.

Selon Yaron Abraham, analyste politique de la chaîne israélienne Channel 12, « *Netanyahu a discuté il y a quelques jours avec le chef d'état-major de la poursuite de l'opération militaire, alors qu'un désaccord est survenu entre les deux parties concernant l'occupation de Rafah* ».

Et de poursuivre: « *Tandis que Netanyahu fait pression sur l'armée pour qu'elle trouve des solutions rapides, le chef d'état-major Herzi Halevy souligne la nécessité d'assurer des conditions favorables, comme l'évacuation de la zone et la coordination avec l'Égypte* ».

« *Plutôt mourir que de nous enrôler dans l'armée.*» Affrontements entre les Haredi et la police d'occupation - french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Les affrontements ont repris entre des membres de la police d'occupation israélienne et des manifestants Haredi (juifs ultra-orthodoxes), lors de leur protestation, dimanche, contre la loi d'enrôlement dans l'armée d'occupation israélienne.

La Douzième chaîne israélienne a rapporté que des centaines de Haredi manifestaient et bloquaient l'autoroute à alQods occupée.

Les manifestants juifs ultra-orthodoxes ont scandé : « *Nous mourons, nous ne nous enrôlons pas dans l'armée » sachant que les médias israéliens ont rapporté que « la zone de protestation était le théâtre de fortes tensions entre les forces de police israéliennes et les manifestants* ».

Il convient de noter qu'à partir du 1er avril prochain, il n'y aura aucune base légale pour éviter l'enrôlement des Juifs Haredi dans l'armée d'occupation israélienne, puisque la validité des instructions visant à éviter leur enrôlement expire le 31 mars de cette année.

Bande de Gaza : Netanyahou affirme que Tsahal poursuivra ses opérations «*jusqu'à la victoire totale*» - RT 8 mars 2024

«*Tsahal continuera à agir contre le Hamas dans tous les coins de Gaza, y compris à Rafah, son dernier bastion*», a assuré le 7 mars le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou.

Celui-ci s'exprimait lors d'une cérémonie de remise de diplômes aux cadets de l'école des officiers de Tsahal (Bahad 1), dans le sud d'Israël.

Durant son discours, le chef du Likoud a notamment insisté sur le fait qu'Israël «*frappera ses ennemis jusqu'à la victoire totale»*, en promettant de détruire le «*régime meurtrier du Hamas, d'éliminer les terroristes, de détruire les tunnels*». RT 8 mars 2024

Israël interdit de séjour par le Chili au plus grand salon aérospatial d'Amérique latine - europalestine.com 7 mars 2024

« *Par décision du gouvernement chilien, la version 2024 du Salon international de l'air et de l'espace (FIDAE), qui se tiendra entre le 9 et le 14 avril, n'aura pas la participation d'entreprises israéliennes* », a précisé le ministère chilien de la Défense. europalestine.com 7 mars 2024

Les dirigeants de l'Asean et d'Australie appellent à un cessez-le-feu ''immédiat et durable'' à Gaza - aa.com.tr 6 mars 2024

Les dirigeants des pays d'Asie du sud-est (Asean) et d'Australie ont appelé, mercredi, à un cessez-le-feu ''*immédiat et durable*'' dans la bande de Gaza, théâtre d'une guerre israélienne à outrance depuis des mois.

C'est ce qui ressort d'un communiqué commun rendu public à l'issue du sommet Asean-Australie, qui a débuté lundi dans la ville australienne de Melbourne.

''*Nous condamnons les attaques contre tous les civils et les infrastructures civiles qui conduisent à une dégradation supplémentaire de la situation humanitaire à Gaza, y compris les restrictions d'accès à la nourriture, à l'eau et à d'autres besoins vitaux*'', indique le communiqué commun consulté par Anadolu.

Et d'ajouter : ''*nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et durable pour des raisons humanitaires dans la bande de Gaza*''.

Les dirigeants des pays d'Asie du sud-est et d'Australie demandent également ''*l'acheminement rapide, sûr, durable et sans entrave de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin en augmentant la capacité des points de passage frontaliers, y compris par voie maritime*''. aa.com.tr 6 mars 2024

Le ministre sud-africain des Relations internationales, Naledi Pandor, a déclaré mardi que les pays devraient recourir à la force pour briser le blocus israélien sur l'aide humanitaire entrant à Gaza. - europalestine.com 7 mars 2024

Naledi Pandor rencontrait son homologue danois à Pretoria. Les deux dirigeants ont discuté des relations bilatérales et de la guerre menée par Israël contre Gaza. « *Ces puissantes forces*

armées du monde devraient recevoir l'ordre de leurs présidents ou premiers ministres de se rendre à la frontière de Rafah et leurs soldats escorteront tous ces camions vers Gaza et la Cisjordanie. Et comme ce sont des amis très proches d'Israël, ils seront sûrement autorisés à passer en toute sécurité. Je ne peux pas imaginer qu'ils subissent les tirs des forces israéliennes », a déclaré la ministre.

Plus de 600 employés de Google demandent le boycott d'une conférence technologique israélienne - europalestine.com 6 mars 2024

Plus de 600 employés de Google ont signé une lettre adressée à la direction marketing de Google pour lui demander d'abandonner son parrainage de Mind the Tech, une conférence annuelle promouvant l'industrie technologique israélienne qui se tient à New York cette semaine.

« *Veuillez vous retirer de Mind the Tech, présenter des excuses et soutenir les employés et les clients de Google qui sont désespérés par les pertes de vies humaines à Gaza ; nous avons besoin que Google fasse mieux* », peut-on lire dans la lettre.

Lundi, les propos de Barak Regev, directeur général de Google Israël, ont été interrompus par un ingénieur logiciel de Google Cloud qui a crié que son travail ne devait pas être mis au service de la surveillance et du génocide. Il a été rejoint par un organisateur des groupes israéliens antisionistes Shoresh et Jewish Voices for Peace.

« *Je ne vois pas comment je pourrais continuer mon travail d'ingénieur sans faire cela* », a déclaré plus tard l'ingénieur de Google à Hell Gate. « *Je considère que cela fait partie de mon travail d'ingénieur, et j'espère que d'autres ingénieurs de Cloud me verront faire cela, et j'espère que cela les galvanisera*. « , rapporte WIRED.

Zelda Montes, ingénieur logiciel chez YouTube qui a participé à une manifestation lundi à l'extérieur de la conférence, a déclaré à WIRED que la solidarité des travailleurs était particulièrement importante dans le contexte des « *technologies d'IA israéliennes utilisées pour la surveillance et le génocide du peuple palestinien* ».

La lettre interne contre la participation de Google à Mind the Tech a été diffusée pour la première fois au sein de Google le 29 février. Elle a été rédigée par plusieurs organisateurs de No Tech for Apartheid, un groupe de campagne appelant à mettre fin au projet Nimbus – un contrat d'informatique en nuage de 1,2 milliard de dollars conclu entre le gouvernement israélien et Google et Amazon et annoncé pour 2021 – ainsi qu'à tout autre contrat répréhensible.

No Tech for Apartheid affirme que les conditions du contrat Nimbus pourraient permettre l'utilisation à des fins militaires des technologies de l'informatique en nuage des entreprises américaines, y compris des outils d'intelligence artificielle. Des documents obtenus par The Intercept indiquent que les outils du projet Nimbus peuvent être utilisés pour la surveillance, un aspect décisif de l'occupation israélienne des territoires palestiniens.
Parmi les signataires figurent des employés à temps plein de Google ainsi que des employés temporaires, des fournisseurs et des sous-traitants. europalestine.com6 mars 2024

Médias israéliens : démissions massives de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée - french.almanar.com.lb 4 mars 2024

La 14ème chaîne israélienne a rapporté que de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée d'occupation ont présenté leur démission, dont à leur tête le numéro deux de l'équipe du porte-parole militaire de l'armée, Daniel Hagari.

Elle a également fait état du départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires du Département de l'information sous la direction de Hagari.

Et de souligner : «*ces démissions reflètent l'état de confusion au sein de l'agence elle-même et résultent de la protestation des officiers contre la conduite opérationnelle et personnelle en cours* ».

Parmi les retraités figurent également les colonels Shlomit Miller Botbol et Moran Katz, ainsi que le lieutenant Richard Hecht, porte-parole de l'armée israélienne pour les affaires médiatiques étrangères.

Avant la nomination de Hagari au poste de porte-parole de l'Armée, ce dernier était chargé de l'unité Shayetet 13. Il a également travaillé comme assistant de l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot, en plus de son travail avec l'équipe du ministre Benny Gantz, a fait savoir la 14ème chaîne.

Selon Yaron Abraham, analyste politique de la chaîne israélienne Channel 12, « Netanyahu a discuté il y a quelques jours avec le chef d'état-major de la poursuite de l'opération militaire, alors qu'un désaccord est survenu entre les deux parties concernant l'occupation de Rafah ».

Et de poursuivre: « *Tandis que Netanyahu fait pression sur l'armée pour qu'elle trouve des solutions rapides, le chef d'état-major Herzi Halevy souligne la nécessité d'assurer des conditions favorables, comme l'évacuation de la zone et la coordination avec l'Égypte* ». french.almanar.com.lb 4 mars 2024

« *Plutôt mourir que de nous enrôler dans l'armée..* » Affrontements entre les Haredi et la police d'occupation - french.almanar.com.lb 3 mars 2024

Les affrontements ont repris entre des membres de la police d'occupation israélienne et des manifestants Haredi (juifs ultra-orthodoxes), lors de leur protestation, dimanche, contre la loi d'enrôlement dans l'armée d'occupation israélienne.

La Douzième chaîne israélienne a rapporté que des centaines de Haredi manifestaient et bloquaient l'autoroute à alQods occupée.

Les manifestants juifs ultra-orthodoxes ont scandé : « *Nous mourons, nous ne nous enrôlons pas dans l'armée » sachant que les médias israéliens ont rapporté que « la zone de*

protestation était le théâtre de fortes tensions entre les forces de police israéliennes et les manifestants ».

Il convient de noter qu'à partir du 1er avril prochain, il n'y aura aucune base légale pour éviter l'enrôlement des Juifs Haredi dans l'armée d'occupation israélienne, puisque la validité des instructions visant à éviter leur enrôlement expire le 31 mars de cette année. french.almanar.com.lb 3 mars 2024

L'Algérie demande aux pays musulmans de rompre leurs relations avec Israël - RT 7 mars 2024

À l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de coopération islamique, le chef de la diplomatie algérienne a demandé à ses partenaires de rompre leurs relations économiques, diplomatiques et culturelles avec l'État hébreu.

Le chef de la diplomatie algérienne a prôné l'unification des «*positions collectives*» des pays de l'OCI et a proposé de les «*appuyer avec des mesures et des initiatives pour répondre aux cris de détresse de nos frères palestiniens et mettre fin à l'injustice, à la souffrance et aux affres dues à une agression barbare*».

Il aurait espéré de ses partenaires musulmans «*sans hésitation et sans équivoque, la rupture des relations diplomatiques, culturelles, économiques, commerciales, militaires et sécuritaires*», avec Israël.

Sur les 57 membres de l'Organisation de coopération islamique, certains pays ont des relations avec l'État hébreu, à l'instar de la Turquie, des Émirats arabes unis, de Bahreïn, du Soudan, du Maroc, de l'Azerbaïdjan, de la Jordanie, de l'Égypte et de plusieurs pays africains. RT 7 mars 2024

Gaza : après avoir usé de leur droit de veto et armé Israël, les États-Unis envoient de l'aide humanitaire - RT 8 mars 2024

La bande de Gaza verra-t-elle bientôt émerger un port américain temporaire ? «*Ce soir, j'ordonne aux forces armées américaines de conduire une mission d'urgence pour établir un port temporaire sur la côte de Gaza pouvant accueillir de grands navires transportant de la nourriture, de l'eau, des médicaments et des abris provisoires*», a déclaré Joe Biden le 7 mars.

Fin décembre, les médias israéliens rapportaient que l'État hébreu avait reçu «*plus de 10 000 tonnes d'armements et d'équipements militaires*» des États-Unis, livrés en moins de trois mois par «*244 avions-cargos et 20 navires américains*».

Outre le soutien militaire de 3 milliards de dollars d'aide annuelle, en novembre dernier, le président américain avait demandé au moins 14,3 milliards de dollars d'aide supplémentaire pour l'État hébreu, rapportait un article d'Axios datant du 20 octobre. Cette nouvelle

enveloppe comprend notamment de l'argent pour les systèmes de défense aérienne et antimissile, y compris le Dôme de fer.

Sur la scène diplomatique, les États-Unis ont utilisé à trois reprises leur droit de veto pour bloquer des résolutions au Conseil de sécurité de l'ONU réclamant un cessez-le-feu à Gaza. Washington s'en était servi le 18 octobre contre la proposition brésilienne, le 8 décembre contre celle des Émirats arabes unis et dernièrement contre celle portée par l'Algérie, au nom des pays arabes, le 20 février.

Depuis 1970, les États-Unis ont fait usage à 36 reprises de leur droit de veto pour bloquer des résolutions des Nations unies concernant le conflit israélo-palestinien. RT 8 mars 2024

- Le porte-parole du Pentagone, Pat Ryder, a déclaré vendredi à la presse que la solution envisagée par les États-Unis permettrait de livrer "*jusqu'à deux millions de repas par jour*" (pour une population gazaouie d'environ 2,3 millions). Il a toutefois ajouté qu'il faudrait de 30 à 60 jours pour la faire aboutir, "*ce qui soulève des questions quant à la manière dont la famine à Gaza sera évitée dans les jours à venir, qui sont critiques*", s'inquiète le New York Times. Israël, de son côté, s'est félicité de l'inauguration de ce corridor maritime, mais a averti que toute cargaison devrait être "*soumise à des contrôles de sécurité*" stricts. Courrier International 9 mars 2024

Mimétisme.

L'Europe se presse d'acheminer, par voie maritime, de l'aide humanitaire à Gaza - Courrier International 9 mars 2024

Au lendemain de l'annonce par Joe Biden de l'ouverture prochaine d'un corridor maritime entre Chypre et la bande de Gaza, l'Union européenne (UE) a fait savoir, vendredi 8 mars, qu'elle passerait également par la mer pour acheminer son aide humanitaire dans le territoire palestinien, et ce dès ce week-end, rapporte la BBC. "*Nous sommes désormais très proches de l'ouverture du couloir, espérons-le ce dimanche. Et je suis très heureuse de voir qu'une première opération pilote sera lancée aujourd'hui*", a déclaré à la presse la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, après avoir visité les installations portuaires du port chypriote de Larnaca, point de départ des expéditions. Courrier International 9 mars 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Les candidats sont nombreux, mais les vocations sont rares, en fabriquer prend du temps, trop apparemment !

Sondage - 57% des Français souhaitent revenir sur l'interdiction du cumul des mandats - leJDD jeu. 7 mars 2024

Le débat sur le cumul des mandats en France ressurgit à la lumière d'une nouvelle enquête menée par l'institut CSA pour CNews, Europe 1 et le JDD. leJDD jeu. 7 mars 2024

Le VRP du complexe militaro-industriel-financier toujours en quête de légitimité introuvable bénéficie de l'union nationale parlementaire.

La ficelle est trop grosse, Macron a encore endossé son costard de chef de guerre histoire d'impressionner une fois de plus les esprits les plus faibles ou les naïfs, pour les convaincre qu'il serait le sauveur suprême face à la terrible menace russe qui planerait sur la France, fort du consensus obtenu au Parlement européen en faveur d'un crédit supplémentaire de 50 milliards d'euros à l'armée néonazi ukrainienne auquel ont pris part les imposteurs de gauche, il n'a rien trouvé de mieux que d'accuser son challenger d'extrême droite de collusion avec la Russie en espérant ainsi limiter la casse lors de l'élection européenne...

Bref comme à son habitude, il instrumentalise tout ce qui bouge, et les éditorialistes et autres géopolitologues à la noix lui emboîtent le pas histoire de faire monter la sauce en croisant les doigts pour qu'elle prenne, pas si sûr qu'ils y parviennent cette fois-ci, alors le psychopathe va-t-en-guerre en rajoute une couche tous les jours dans la provocation en se moquant d'être désavoué par ses homologues européens ou américains, il est en campagne électorale.

Côté cour.

- Les velléités guerrières d'Emmanuel Macron font quasiment l'unanimité contre elles. Publicsenat.fr 7 mars 2024

Côté jardin.

- Autre alignement des chefs de partis : tous sont d'accord sur le principe du soutien à l'Ukraine. « *Nous avons rappelé notre soutien indéfectible à la résistance ukrainienne* », a ainsi rappelé le numéro 1 du PS, Olivier Faure.

« *Il sort de cette réunion très clairement qu'il faut soutenir l'Ukraine. On est très clair sur le fait que tous les chefs de partis l'ont dit. Mais je vois bien qu'il y a les paroles dans les salles, les actes en vrai, puis les postures historiques. Je vois toujours un peu d'hypocrisie derrière les positions de chacun* », note Marine Tondelier, secrétaire nationale des Ecologistes (EELV), qui se satisfait malgré tout de cette unité « *de façade* ». Publicsenat.fr 7 mars 2024

Il compte jouer sur la stratégie du chaos et de la peur que tous dénoncent tout en y participant comme on vient de le voir, ce qui ne peut conduire qu'à les décrédibiliser également, à ceci près que c'est lui qui mène la danse et fixe les règles, il est donc porté à croire qu'à l'arrivée il en tirera profit, c'est tout du moins ce que ses conseillers lui soufflent dans l'oreille, ce qui ne lui évitera pas de se ramasser si les masses privilégiaient le refus de s'engager davantage dans la guerre au côté de l'Ukraine.

- À Prague, Macron joue les leaders de la coalition antirusse, appelant les Européens à «*ne pas être lâches*» - AFP/RT 5 mars 2024

«*Si chaque jour nous expliquons quelles sont nos limites*» face au président russe Vladimir Poutine qui, lui, «*n'en a aucune et a lancé cette guerre, je peux déjà vous dire que l'esprit de défaite est là qui rôde*», a déclaré le président français lors de sa visite ce 5 mars en République tchèque, enjoignant les alliés européens de Kiev à «*ne pas être lâches*». (Il devait penser à sa propre défaite annoncée et signifiait qu'en tant que psychopathe assumé, il ne doutait de rien, il ne risque pas de devenir "*lâche*, c'est dans sa nature depuis son adolescence. J-C)

«*J'assume pleinement*» le «*sursaut stratégique auquel j'ai appelé*», a-t-il martelé lors d'une conférence de presse, estimant que «*a clarté*» de ses propos était «*ce dont l'Europe avait besoin*». (Traduire : il a surtout besoin d'un "*sursaut*" des électeurs pour éviter un désastre lors de l'élection européenne. - J-C)

«*Nous n'avons pas besoin (...) de discussions sur le fait d'avoir plus ou moins de courage*», a déjà réagi ce 5 mars le ministre allemand de la défense Boris Pistorius, lors d'une conférence de presse à Stockholm avec son homologue suédois Pal Jonson. «*Cela n'aide pas vraiment à résoudre les problèmes que nous avons lorsqu'il s'agit d'aider l'Ukraine autant que nous le pouvons*», a-t-il ajouté. Le ministre suédois de la Défense a estimé de son côté qu'il était «*important de garder (notre) unité*» pour soutenir l'Ukraine. (Macron a brassé du vent, l'essentiel était ailleurs, c'est ce qu'ils ont souligné. - J-C)

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky «*n'a jamais demandé que des troupes étrangères combattent pour son pays*», a aussi fait remarquer le porte-parole de la Maison Blanche. «*Il n'y aura pas de troupes américaines engagées au sol en Ukraine. Et vous savez quoi? Ce n'est pas ce que demande le président Zelensky. Il demande des outils et des capacités. Il n'a jamais demandé que des troupes étrangères combattent pour son pays*», a déclaré John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale. AFP/RT 5 mars 2024

Macron et Biden ont les mêmes conseillés et ils adoptent les mêmes postures.

- Guerre en Ukraine: Joe Biden exhorte le Congrès américain à soutenir Kiev pour "*arrêter Poutine*" - AFP/BFMTV 8 mars 2024

"*Je ne plierai pas*" face à Poutine, a promis le président américain, exhortant le Congrès à voter l'aide à l'Ukraine pour "*arrêter*" le président russe. "*Je vous assure que Poutine ne s'arrêtera pas à l'Ukraine. Mais l'Ukraine peut arrêter Poutine si nous la soutenons et lui fournissons les armes dont elle a besoin pour se défendre*", a-t-il martelé. "*C'est tout ce que demande l'Ukraine. Elle ne réclame pas de soldats américains*", a-t-il ajouté. AFP/BFMTV 8 mars 2024

Qui les arrêtera sinon les peuples qui les chasseront du pouvoir, à commencer par Macron !

Dans l'éditorial de La Tribune de travailleurs (PT) de cette semaine :

- L'alternative est claire : ou bien l'économie de guerre qui sacrifie les peuples et les conquêtes sociales, ou bien l'économie de paix au service du plus grand nombre. Ou bien un gouvernement capitaliste de guerre et de mort, ou bien un gouvernement des travailleurs et de la démocratie qui rompt avec l'OTAN et œuvre à la paix entre les peuples.

En famille dans le camp de la guerre. La collaboration de classe aussi est « *sans limite* ».

« *Sans limite* » : Emmanuel Macron accentue le soutien français à l'Ukraine devant les chefs de parti - leJDD 7 mars 2024

Au cours d'une réunion de près de trois heures, ce jeudi matin, le chef de l'État a précisé aux chefs de parti qu'il n'y avait « *aucune limite* », « *aucune ligne rouge* » au soutien de la France à l'Ukraine, en guerre contre la Russie, selon Fabien Roussel, premier secrétaire du Parti communiste et Jordan Bardella, président du Rassemblement national (RN), qui se sont exprimés à la sortie de l'Élysée. leJDD 7 mars 2024

Et puis, leur langage guerrier n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Il y a des signes qui ne trompent pas : La guerre ça rapporte gros!

Bourse : le CAC40 bat son record historique - LePoint.fr 7 mars 2024

L'euphorie boursière se poursuit pour le CAC40. Après avoir déjà battu plusieurs fois son record ces dernières semaines, l'indice a franchi le cap inédit des 8 000 points pour s'établir à 8 029 unités en cours de séance. En quatre mois et demi, le CAC40 a progressé à un rythme effréné de 18 %. Et les bonnes performances des grandes entreprises n'expliquent pas à elles seules cette envolée.

Depuis quatre ans et le krach lié à la pandémie de Covid-19, l'indice phare de la Bourse de Paris a mieux que doublé, au point de « peser » 250 milliards d'euros de plus que le FTSE, son équivalent londonien.

Deux facteurs justifient ce phénomène : 1. Les excellents résultats de nos principaux fleurons du business ; les membres du CAC 40 devraient dépasser les 140 milliards d'euros de profits cumulés pour la troisième année d'affilée. 2. La perspective que la Banque centrale européenne baisse les taux d'intérêt directeurs avant l'été.

Quant à la guerre en Ukraine, c'est étrange à dire, mais elle n'a quasiment aucune incidence sur la Bourse. « *Un peu cyniquement, la guerre en Ukraine n'a inquiété les marchés que lorsqu'elle a impacté les matières premières, renseigne Alexandre Baradez, responsable de l'analyse de marché chez IG France. Mais maintenant que le prix du gaz est revenu à son niveau d'avant le conflit et que ceux du pétrole et des métaux restent à des niveaux normaux, ce n'est pas un sujet de préoccupation majeure. Il faudrait un événement très fort pour que cela le redevienne.* »
« *En Europe, la valorisation sur les marchés de la Tech a crû de 16 % depuis le début de l'année. Les autres secteurs en croissance ont été l'automobile (+ 11 %) et l'hôtellerie-loisir (+ 9 %), le luxe arrivant derrière (+ 7 %), ce qui est nouveau.* » Les entreprises stars de la cote pourront-elles répliquer leurs résultats records cette année ? Alexandre Baradez le pense. « *Cela peut paraître un peu cynique, mais nombre d'entre elles ont réduit leurs effectifs ces derniers mois, ce qui a amélioré leur rentabilité et a compensé la diminution de leur capacité*

à fixer les prix. Par ailleurs, les dernières statistiques allemandes et chinoises sont encourageantes. »

Outre le CAC40 parisien, les places boursières de New York, Tokyo, Francfort, Amsterdam ou encore Copenhague ont elle aussi battu leurs records de valorisation en 2024. LePoint.fr 7 et 8 mars 2024

Etats-Unis.

Des soldats dans le métro de New York pour une "*démonstration de force*" - Courrier International 7 mars 2024

"*Des soldats dans le métro*", annonce à sa une le New York Daily News, jeudi 7 mars. "*Sept cent cinquante soldats de la garde nationale et 250 policiers vont vérifier les sacs et renforcer la sécurité face à une flambée de violence*." Il ne s'agira pas de patrouiller dans les trains, mais d'augmenter les contrôles près des tourniquets, précise le tabloïd, pour éviter la présence d'armes. Ainsi en a décidé la gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, dans le cadre d'un plan d'action présenté mercredi, comprenant aussi l'installation de caméras dans les cabines des conducteurs.

"*Avec une criminalité dans le métro en hausse de 13 % sur le début de l'année, et après une vague d'attaques contre des conducteurs et des passagers*", la gouverneure démocrate envoie ainsi "*des forces en sous-sol*", titre le New York Post. Une telle "*démonstration de force*" dans le métro n'avait plus eu lieu depuis l'après-11 septembre 2001, selon le tabloïd conservateur.

Le syndicat des salariés de transports salue un pas dans la bonne direction. Des passagers se disent en revanche mal à l'aise et affirment se sentir en sécurité dans le métro. De fait, il y a moins d'une chance sur un million d'être victime d'un crime violent sur un trajet, rappelle le journal de centre gauche.

La mesure est aussi dénoncée par des défenseurs des libertés civiles, qui craignent un retour à la "*tolérance zéro*" des années Rudolf Giuliani et aux fouilles visant particulièrement les minorités, explique une éditorialiste du New York Times, Mara Gay.

Guerre de l'OTAN en Ukraine contre la Russie.

800 000 obus pour l'Ukraine : le président tchèque annonce avoir réuni les fonds - RT 8 mars 2024

«*Depuis ce matin, nous avons collecté le montant total pour l'achat de toutes les munitions, soit les 800 000 pièces*», a déclaré le 7 mars Petr Pavel, cité par le portail Idnes.cz. Ces obus devraient être livrés «*dans quelques semaines*» à l'Ukraine, a ajouté le président tchèque, qui n'a pas précisé le montant de cette commande.

Dans un article publié le 22 février, le *Financial Times* avait avancé un montant d'1,5 milliard de dollars (1,38 milliard d'euros) nécessaires à un tel achat, citant des «*responsables proches des discussions*».

La Belgique, le Royaume-Uni, la Lituanie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède font partie des contributeurs de cette aide à une armée ukrainienne mise à mal sur le front après la perte mi-février d'Avdeïevka et de plusieurs autres localités dans ce secteur.

Cette initiative de Petr Pavel, ancien général de l'OTAN, avait été annoncée le 17 février lors de la conférence sur la sécurité à Munich. «*Nous avons identifié un demi-million de munitions de 155 millimètres et 300 000 munitions de 122 millimètres*», avait déclaré le président tchèque, sans préciser dans quels pays se trouvaient ces obus.

La fourniture de 800 000 obus à l'Ukraine doublerait le nombre d'obus jusqu'alors fourni par l'Union européenne, à en croire les chiffres annoncés par le chef de la diplomatie ukrainienne, Dmytro Kouleba, qui déclarait le 19 février à ses homologues européens n'avoir reçu que 400 000 obus sur le million promis par les Vingt-Sept. Selon ce dernier, l'Ukraine aurait besoin de 2,5 millions d'obus en 2024, suggérant une consommation journalière d'environ 7 000 munitions.

Un niveau qui, selon une députée ukrainienne, serait alors proche des 6 000 coups quotidiens tenus par l'armée ukrainienne durant sa contre-offensive, qui s'était soldée par un échec. Face à ce rythme, l'armée russe aurait quant à elle tiré 60 000 coups par jour, selon le ministère estonien de la Défense. RT 8 mars 2024

Argentine.

Argentine: l'agence de presse publique Télam fermée à ses salariés, le site web inaccessible - RFI 5 mars 2024

Lundi matin, Hernan et les 700 employés de Télam ont appris qu'ils étaient dispensés de travailler pendant une semaine, le temps que le gouvernement définisse le plan de fermeture de l'agence. RFI 5 mars 2024

Le président argentin Javier Milei affirme que l'avortement est un "*meurtre*" - BFMTV 7 mars 2024

Le président argentin Javier Milei a assuré ce mercredi 6 mars dans un discours devant des collégiens et des lycéens qu'il considérait l'avortement, légal dans le pays, comme un "*meurtre*", et les partisans de sa légalisation comme des "*assassins*".

Depuis son entrée en fonction, Javier Milei a supprimé le ministère des Femmes, des Genres et de la Diversité, et annoncé la fermeture de l'Institut national contre les discriminations (Inadi). BFMTV 7 mars 2024

Mexique.

Mexique: des manifestants enfoncent la porte du palais présidentiel - AFP 6 mars 2024

Plusieurs dizaines de personnes, qui manifestaient mercredi contre l'enlèvement et la disparition en 2014 de 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa, ont enfoncé une des portes du palais présidentiel à Mexico, selon des images de la chaîne Milenio.

Sur ces images, on voit les manifestants utiliser une camionnette pour enfoncer la porte avant que certains d'entre eux, le visage masqué, ne pénètrent dans le palais.

Le président Andrés Manuel López Obrador a dénoncé une "*provocation*", alors que la campagne électorale a commencé au Mexique vendredi dernier pour désigner son successeur le 2 juin.

"*C'est un mouvement contre nous*", a-t-il dit lors de sa conférence de presse habituelle, interrogé par les journalistes sur ce qui se passait à l'extérieur du palais national.

"*Ils voudraient que nous répondions de manière violente. Nous n'allons pas le faire car nous ne sommes pas des oppresseurs*", a-t-il poursuivi. "*On va réparer la porte et il n'y a pas de problème*", a-t-il assuré.

La candidate du parti au pouvoir Claudia Sheinbaum est la grande favorite de l'élection présidentielle, portée par la popularité du président sortant, qui ne peut pas se représenter après un mandat unique de six ans selon la Constitution.

Le président a assuré que les manifestants seraient écoutés par un membre du ministère de l'Intérieur. Il a estimé que les avocats et les activistes qui accompagnent les parents étaient motivés par des "*objectifs politiques*". AFP 6 mars 2024

Haïti.

Les gangs passent à l'attaque du pouvoir politique en Haïti - Réseau Voltaire 7 mars 2024

Des gangs, coalisés par Jimmy Chérizier, dit « *Barbecue* », leader du groupe G9, ont attaqué les deux principales prisons de Haïti, le pénitencier national de Port-au-Prince et la prison civile de la Croix des Bouquets. Environ 3 700 prisonniers se sont échappés. Puis ils ont aussi attaqué des commissariats de police et l'Académie de Police. Les gangs coalisés ont tenté d'enlever le chef de la Police et réclament la démission du chef de l'État, le président Ariel Henry.

Celui-ci s'est déplacé au Kenya pour tenter de persuader le gouvernement de participer à un projet de « *Mission d'appui à la sécurité multinationale* » en Haïti, conformément à ce que les Etats-Unis avaient élaboré devant le Conseil de sécurité de l'Onu. Mais saisie par l'opposant

Ekuru Aukot, la Haute Cour de Nairobi a statué que mourir à Haïti ne faisait partie des missions constitutionnelles de la police kenyane. Tout au plus le président Henry a-t-il pu signer un accord précisant les fonctions de cette mission si elle devait être déployée.

Les États-Unis ont démenti avoir demandé à leur protégé, le président Ariel Henry, de démissionner. Cependant, celui-ci semble s'être exilé chez eux. Sa légitimité est contestée depuis de début. En effet, il a été imposé par les puissances occidentales après l'assassinat du président Jovenel Moïse. Il n'a jamais été confirmé par des élections.

Daniel Foote, envoyé spécial du président états-unien, Joe Biden, avait lui-même dénoncé cette ingérence : « *Je pense qu'Haïti ne connaîtra jamais la stabilité tant que ses citoyens ne seront pas jugés dignes de choisir leurs dirigeants en toute équité et honnêteté [...] On ne peut qu'être effaré par cette illusion de toute-puissance qui nous persuade que ce serait à nous, une fois de plus, de désigner le vainqueur* ».

De 1957 à 2005, les États-Unis n'ont cessé d'intervenir à Haïti, renversant tout pouvoir démocratique. Dernière opération en date, le renversement du président Jean-Bertrand Aristide [1] avec l'aide de la France et plus particulièrement de Régis Debray [2], en 2004. Réseau Voltaire 7 mars 2024

Chine.

J-C - Non, pas plus que les puissances occidentales la Chine et la Russie ou les Brics n'œuvrent au bien commun des peuples, mais à la survie du capitalisme. Ils le disent eux-mêmes, il suffit de savoir lire.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, lors d'une conférence de presse à Pékin le 7 mars 2024. **- AFP 7 mars 2024**

"*La Chine et la Russie ont créé un nouveau modèle pour les relations entre grandes puissances, qui diffère complètement de l'ancienne époque de la Guerre froide*", a indiqué Wang Yi.
"*Sur la base du non-alignement, de la non-confrontation et du non-ciblage de pays tiers, nous poursuivrons sur la voie d'une amitié de bon voisinage permanente et d'un approfondissement de notre coopération stratégique globale*" avec Moscou, a-t-il souligné.

"*Il n'existe pas de conflit d'intérêt fondamental entre la Chine et l'Europe*", a souligné Wang Yi, pour qui "les intérêts communs des deux parties l'emportent de loin sur leurs différences".

"*Le fait qu'aujourd'hui, au XXIe siècle, cette catastrophe humanitaire ne puisse être arrêtée est une tragédie humaine, plus encore, c'est une honte pour la civilisation*", a également déclaré le chef de la diplomatie chinoise. AFP 7 mars 2024